



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Lorraine**

NANCY, le 21 juillet 2014

Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
8, bis, rue Pierre Fourier – CS 12247  
54022 – NANCY CEDEX

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Objet :** Installation classée pour la protection de l'environnement  
Société CHIMIREC EST à DOMJEVIN  
Constitution de garanties financières

**Réf :** Courrier du 17 décembre 2013, complété le 10 juin 2014 de la société CHIMIREC EST.  
Transmissions préfectorales des 30 décembre 2013 et 16 juin 2014

--	--	--

*Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête.*



## **1 – Contexte**

La société CHIMIREC EST exploite sur le territoire de la commune de DOMJEVIN des installations de transit, regroupement et traitement de déchets dangereux autorisées par l'arrêté préfectoral 2009-535 du 28 janvier 2010.

Le décret n° 633-2012 du 3 mai 2012 a institué l'obligation de constituer des garanties financières pour certaines installations classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

L'objectif de ces garanties financières est de couvrir les frais de mise en sécurité du site des installations visées par le dispositif en cas de défaillance de l'exploitant.

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012. Pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de DOMJEVIN, la société CHIMIREC EST est concernée au titre des rubriques 2718 et 2790 de la nomenclature des installations classées et est tenue, en application de ce texte, de constituer ses garanties financières selon l'échéancier suivant :

- 20% du montant total de la garantie à la première échéance ;
- 20% du montant total de la garantie pendant les 4 années suivantes ou 10% pendant les 8 années suivantes si les garanties sont contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation.

L'exploitant doit transmettre, à Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle, un document attestant de la constitution des garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article 3 de ce même arrêté, la proposition du montant des garanties financières est à adresser à Monsieur le Préfet au moins six mois avant la première échéance de constitution, soit pour le 31 décembre 2013 au plus tard.

Cette proposition de calcul a été transmise par l'exploitant par courrier du 17 décembre 2013 et complétée le 10 juin 2014 suite à la demande par courriel du 21 janvier 2014 de l'inspection des installations classées.

## **2 – Analyse des éléments transmis par l'exploitant**

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- **Sc** : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.
- **Me** : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.
- **$\alpha$**  : indice d'actualisation des coûts.
- **Mi** : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.
- **Mc** : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres.
- **Ms** : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.
- **Mg** : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour le site de la société CHIMIREC EST, l'exploitant arrive aux montants suivants :

- **Me** = 152 920 €
- **Mi** = 0 €
- **Mc** = 172 €
- **Ms** = 22 950 €
- **Mg** = 15 000 €

#### **Me – Mesures de gestion des produits dangereux et des déchets**

L'activité principale de cet établissement est le transit de déchets dangereux.

Les déchets et produits dangereux pris en compte pour le calcul de Me sont ceux autorisés par les arrêtés préfectoraux 2009-535 du 28 janvier 2010 et 2014-255 du 16 juin 2014.

Les huiles claires et noires, les tubes néons et ampoules, les piles et batteries, les pots catalytiques et les images médicales sont rachetées par d'autres sociétés. Leur coût d'élimination a été fixé à 0 €.

#### **Mc – Interdictions ou limitations d'accès au site**

Le site est actuellement clôturé. La société CHIMIREC EST a évalué le coût des panneaux de restriction d'accès en place au regard du périmètre de son site de 475 m.

Le coût est évalué à 172 €.

#### **Ms – Surveillance des effets de l'installation sur son environnement**

Cet item correspond à la mise en place de piézomètres de contrôle, à l'analyse de la qualité des eaux de la nappe et au diagnostic de pollution des sols du site.

Il existe actuellement trois puits de contrôle sur le site. L'exploitant a pris en compte dans son calcul le coût relatif à la surveillance des eaux souterraines réalisées au moyen de ces trois puits de contrôle.

La surface occupée par les installations soumises au dispositif de garanties financières est estimée par l'exploitant à 1,39 ha.

#### **Mg – Surveillance du site (gardiennage ou autre dispositif équivalent)**

Le coût lié à cette surveillance est évalué par l'exploitant à 4 300 € sur la base des équipements actuellement en place (vidéo et télésurveillance, barrières infrarouge, maintenance).

Conformément à la note du 20 novembre 2013 du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, l'exploitant a porté celui-ci au minimum forfaitaire de 15 000 €.

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier et de l'indice d'actualisation, le coût total des garanties financières à constituer est évalué par l'exploitant à 213 138 €.

Au regard de ces éléments, l'inspection des installations classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent, en ordre de grandeur, avec les enjeux des installations du site. Il est rappelé que le détail des calculs relève de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

Par ailleurs, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

### **3 – Conclusion et suites proposées**

Sur la base des précédentes conclusions et conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle de prendre un arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières à constituer par l'exploitant ainsi que les quantités maximales de déchets pouvant être stockées sur le site.

A cet effet, un projet d'arrêté préfectoral est joint en annexe du présent rapport.

Il est proposé de recueillir l'avis des membres du CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire**  
**relatif à la société CHIMIREC EST située à DOMJEVIN**  
**prescrivant la constitution de garanties financières**

**Le Préfet du département de Meurthe et Moselle,**

**VU** la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

**VU** le Code de l'Environnement et en particulier son Livre V ;

**VU** la nomenclature des installations classées ;

**VU** le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

**VU** l'arrêté préfectoral 2009-535 du 28 janvier 2010 autorisant la société CHIMIREC EST à exploiter des installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de DOMJEVIN, complété par les arrêtés préfectoraux 2013-0752 du 10 octobre 2013 et 2014-255 du 16 juin 2014 ;

**VU** le courrier de l'exploitant en date du 17 décembre 2013, complété le 10 juin 2014, transmettant sa proposition de calcul de garantie financière ;

**VU** le rapport de l'Inspection des Installations classées PaD/MS/428/2014 du ??? ;

**VU** l'avis du CODERST lors de sa séance du XXXX ;

**Considérant** que les installations exploitées sont soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2718 et 2790 de la nomenclature des installations classées, rubriques listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et quelles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;

**Considérant** que ces activités sont exploitées à des niveaux supérieurs aux seuils fixés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

**Considérant** que la proposition de calcul de garantie financière transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garantie supérieur à 75 000 euros ;

**Considérant** en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité de l'ensemble de son site en cas d'arrêt définitif d'activité de ce dernier, conformément aux dispositions des articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Champ d'application**

La société CHIMIREC EST, dont le siège social est situé à DOMJEVIN – ZI de la Haie Sorette, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions définies dans le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de DOMJEVIN – ZI de la Haie Sorette, d'un centre de transit, regroupement, tri et prétraitement de déchets industriels.

### **Article 2 : Garanties financières**

#### **Article 2.1 : Objet des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

#### **Article 2.2 : Montant des garanties financières**

Le montant initial des garanties financières, défini sur la base de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, est fixé à 213 138 euros TTC.

Ce montant est fixé sur la base d'un indice TP01 de 699,9 (avril 2014) et un taux de TVA de 20%.

#### **Article 2.3 : Modalités de constitution des garanties financières**

L'exploitant devra constituer des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R. 516-1-5° du code de l'environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, à savoir :

- 20 % du montant initial des garanties financières à la première échéance ;
- 20 % supplémentaires du montant initial des garanties financières par an pendant 4 ans.

En cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation entre les mains de la Caisse des Dépôts et consignations, l'échéancier est le suivant :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières à la première échéance ;
- constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans.

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R. 516-2 du code de l'environnement. Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution des 20 % du montant initial des garanties financières est transmis à Monsieur le Préfet à la première échéance.

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle au moins trois mois avant chaque anniversaire de la constitution initiale.

#### **Article 2.4 : Renouvellement des garanties financières**

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

#### Article 2.5 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Ce montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

#### Article 2.6 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.

#### Article 2.7 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### Article 2.8 : Appel des garanties financières

Monsieur le Préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

#### Article 2.9 : Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1 et suivants, Monsieur le Préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 512-31, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'Environnement, Monsieur le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

### **Article 3 : Changement d'exploitant**

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le Préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

### **Article 4 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site**

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, les quantités fixées par les arrêtés préfectoraux réglementant l'installation.

### **Article 5 : Sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

### **Article 6 : Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 7 : Articles d'exécution**